

LA DÉCOUVERTE

Jacques Sapir

Le Krach russe

024193173

33

Le krach russe

2
99 - 36175

DU MÊME AUTEUR

Chez le même éditeur

- Travail et Travailleurs en URSS*, coll. « Repères », 1984, 1986.
Le Système militaire soviétique, 1988.
L'Économie mobilisée. Essai sur les économies de type soviétique, 1990.
Feu le système soviétique ?, 1992.
Le Chaos russe, 1996.

Chez d'autres éditeurs

- Pays de l'Est : vers la crise généralisée ?*, Federop, Lyon, 1980.
Les Fluctuations économiques en URSS, 1941-1985, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, Paris, 1989.
L'URSS au tournant : une économie en transition (direction du volume), L'Harmattan, Paris, 1990.
L'Expérience soviétique et sa remise en cause (en collaboration avec A. BADOWER et M. CRESPEAU), Bréal, Paris, octobre 1994.
Monnaie et finance dans la transition en Russie (direction du volume, en collaboration avec V. V. IVANTER), Éditions de la Maison des sciences et de l'homme et L'Harmattan, Paris, 1995.
La Mandchourie oubliée. Grandeur et limites de l'art de la guerre soviétique, Éditions du Rocher, Monaco, 1996.
Retour sur l'URSS, Économie, Société, Histoire (direction du volume), L'Harmattan, Paris, 1997.



coll 2424987

Jacques Sapir

Le krach russe

ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE

9bis, rue Abel-Hovelacque

PARIS XIII^e

1998

DL-23 12 1998 53787

Catalogage Électre-Bibliographie

Sapir, Jacques

Le krach russe. – Paris : La Découverte, 1998.

ISBN 2-7071-2916-X

RAMEAU : Russie : politique et gouvernement : 1991 – ...
Russie : conditions économiques : 1991 – ...

DEWEY : 330.7 : Économie générale. Conjoncture et conditions économiques

Public concerné : Tout public.

Si vous désirez être tenu régulièrement au courant de nos parutions, il vous suffit d'envoyer vos nom et adresse aux Éditions La Découverte, 9bis rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris. Vous recevrez gratuitement notre bulletin trimestriel **À La Découverte**.

© Éditions La Découverte et Syros, Paris, 1998.

Le 17 août 1998 restera dans l'histoire, déjà mouvementée, de cette décennie. Le krach russe a balayé une partie des certitudes qui perduraient depuis 1991 et la fin de l'URSS. Venant s'ajouter à la crise asiatique, dont il démultiplie les effets, il semble avoir enclenché un processus de crise à l'échelle mondiale. Les États sont confrontés à la force et à la violence de la spéculation sur ces marchés financiers qu'ils ont mis sur un piédestal par leurs politiques antérieures de libéralisation. La spectaculaire faillite de l'un des plus célèbres fonds d'investissement américains, Long Term Capital Management, venant après celle de fonds de moindre importance à Londres, constitue un événement symptomatique. De même, les appels aujourd'hui répétés à la construction d'une nouvelle architecture financière internationale, ainsi que le retour en grâce de mesures telles que le contrôle des changes ou la limitation de la mobilité des capitaux à court terme témoignent de l'ampleur du traumatisme. Cela est vrai non seulement en Russie mais aussi de l'actuelle crise financière mondiale. Sous nos yeux, une rupture économique, politique et idéologique est en train de s'accomplir.

Un mois à peine après l'octroi sous l'égide du FMI d'un crédit de 22 milliards de dollars, le gouvernement russe dévaluait sa monnaie, instaurait un moratoire unilatéral sur ses dettes externes et faisait défaut sur sa dette interne. Cet effondrement financier, comparable à celui de l'Indonésie en 1997, ouvrait une crise politique majeure. Au bout de quatre semaines de vaines tentatives de replâtrage et de confusion, Evgenyi Primakov, un diplomate qui servit Eltsine après Gorbatchev, Andropov et Brejnev, devient Premier ministre. Recevant un soutien de l'ensemble de l'opposition, des communistes aux démocrates

pragmatiques du Yabloko, en passant par le général Lebed, il forme un cabinet où figurent de manière éminente des adversaires résolus de la politique économique menée depuis 1992. Un Boris Eltsine visiblement à bout de forces annonce dans une allocution télévisée qu'il lui abandonne les pleins pouvoirs pour faire face à la crise. La Russie, au bord de l'éclatement, retient son souffle.

C'est peu dire que la population est choquée. Après avoir espéré que les sacrifices, l'appauvrissement de ces dernières années allaient ouvrir la voie au renouveau, les Russes ont été replongés dans l'atmosphère de 1991. Les prix s'affolent et les produits disparaissent des magasins. Même à Moscou, la ville choyée, l'enfant gâté de la transition, il fallait, début septembre, près de deux heures de recherches et d'attente pour trouver du lait. Les économies accumulées par ceux-là mêmes qui avaient tiré leur épingle du jeu ces derniers temps ont disparu avec la faillite des banques. Déjà, cette économie de service moscovite, dont on nous annonçait qu'elle était l'avenir du pays, s'effondre tel un château de cartes. Les licenciements atteignent entre 40 % et 60 % des effectifs dans le secteur bancaire dès le début septembre, pour se propager ensuite, telle une boule de neige, chez les sous-traitants et les contractants divers.

La fin d'une époque

C'est au naufrage d'une époque que l'on a assisté. En Russie d'abord, bien entendu, mais aussi dans le monde en général où la crise russe a été ressentie avec une intensité sans commune mesure avec les pertes financières qu'elle pouvait entraîner. Venant accentuer les effets de la crise asiatique, le choc du 17 août s'est rapidement propagé vers l'Amérique latine. Cela, les bien-pensants du libéralisme, ceux qui croient que les marchés financiers sont rationnels, n'ont pas voulu le voir¹. C'était

1. En témoignent les réponses de C. Wyplosz et de G. Wild, dans *Libération*, 18 août 1998, p. 3.

pourtant oublier que les marchés financiers ne jugent pas des réalités, mais ce qu'ils perçoivent comme des opinions sur les réalités. Venant après la crise asiatique, la crise russe aura montré la fragilité de la finance internationale déréglementée. Et déjà, les grands hérauts de la mondialisation, comme Paul Krugman, en viennent à défendre l'idée du contrôle des changes et de la nécessité d'une restriction de la circulation des capitaux à court terme². Il est toujours plaisant de voir les adversaires d'hier brûler ce qu'ils ont adoré et adorer ce qu'ils ont brûlé³. Il est vrai que le trop fameux consensus libéral que l'on invoquait pour faire taire les opposants était déjà bien fissuré. L'économiste en chef de la Banque mondiale, Joseph Stiglitz, le montrait bien dans une publication qui est, hélas ! passée inaperçue⁴. Il n'est donc pas faux, comme l'écrit Laurent Joffrin, de parler d'un éclatement de la bulle libérale⁵. On ne doit pas s'en étonner. Dès 1992, à regarder se mettre en place la transition en Russie et à dresser un premier bilan du processus dans l'ex-Europe de l'Est, on pouvait prédire que « la douloureuse expérience que représente pour les populations concernées le processus de transition aura probablement pour effet de fermer la période ultra-libérale qui s'était ouverte à la fin des années soixante-dix⁶ ».

Pour revenir à la Russie, qu'importe donc si Sergueï Kirienko, l'infortuné successeur de Victor Tchernomyrdine, a démissionné sur l'heure. Devant la faillite de sa politique économique, c'est l'ensemble du système eltsinien qui s'effondre plus ou moins vite. Que la crise soit survenue un mois jour pour jour après un nouvel et solennel engagement occidental à soutenir la politique russe en aggrave la portée. L'annonce d'engagements financiers importants s'est révélée incapable de modifier la situation, et les 4,8 milliards de dollars décaissés fin juillet se

2. *Libération*, 16 septembre 1998, p. 2-3.

3. *Financial Times*, 1^{er} septembre 1998.

4. J. E. STIGLITZ, « More Instruments and Broader Goals: Moving toward the Post-Washington Consensus », in *Wider Annual Lectures* n° 2, Wider, Helsinki, 1998, p. 9.

5. *Libération*, 16 septembre 1998, p. 3.

6. J. SAPIR, *Feu le système soviétique ?*, La Découverte, Paris, 1992, p. 188.

sont volatilisés sur les marchés en quelques jours. C'est à une défaite en rase campagne que l'on vient d'assister, dont la gravité est à la hauteur du soutien qui avait été prodigué aux gouvernements russes successifs depuis plusieurs années.

Pourtant, on ne peut s'empêcher de penser, à entendre certaines déclarations, qu'une forme particulièrement vivace de déni de la réalité prédomine dans certaines analyses. Si le choc est terrible en Russie, à l'étranger l'aveuglement est grand. Les partenaires occidentaux de la Russie ne semblent pas avoir à la bouche d'autre expression que la « poursuite des réformes ». Appeler sans cesse à la « poursuite des réformes » sans plus de précision a pourtant témoigné d'un refus obstiné de prendre en compte la réalité de l'économie russe⁷. Imagine-t-on seulement ce que cela peut signifier pour les Russes aujourd'hui ? Croire qu'après les échecs en Asie et en Russie le FMI puisse encore avoir une quelconque crédibilité, tant sur les marchés financiers qu'en Russie, revient à se voiler la face. Quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir sur ses méthodes et les orientations qu'il préconise, il faut avoir le courage de reconnaître que cette organisation va traîner dans les mois qui viennent l'image d'un perdant. C'est donc un dangereux déni de la réalité que de croire que la politique occidentale à l'égard de la transition en Russie pourra se dérouler dans les mêmes cadres, avec le même discours et sur les mêmes objectifs qu'avant le krach.

Inversement, présenter le nouveau gouvernement russe comme une « restauration communiste » est un contresens complet. Il n'est nullement question de revenir à l'économie planifiée soviétique. Si la stratégie libérale a été discréditée, le krach n'a aucunement réhabilité l'URSS aux yeux des ex-Soviétiques. Même Victor Maslyukov, ex-président du Gosplan et devenu en septembre 1998 premier vice-Premier ministre dans le gouvernement Primakov, est fort clair sur ce point. Tous les interlocuteurs qui l'ont rencontré savent qu'il est parfaitement conscient de l'échec du système de planification. Il est

7. Telle fut en particulier la position du président américain Bill Clinton lors de sa visite à Moscou ; voir *Press Conference by President Clinton and President Yeltsin*, Office of the Press secretary, The White House, 2 septembre 1998, *via* Internet.

alors un comble que défendre les principes d'un interventionnisme limité, s'inspirant de ce qui fut fait en France ou en Italie après 1945⁸, devienne sous la plume d'un des responsables du FMI la volonté de rétablir l'économie administrée⁹. L'amalgame est intolérable et le procédé typiquement stalinien. Il est aussi bien petit au regard des enjeux. Le lion monétaire de Washington se dévoile un roquet.

Cassandre et les bons apôtres

Tout cela n'était certes pas inévitable, mais à tout le moins largement prévisible. L'aveuglement semble néanmoins avoir été quasi général. Début août, les banquiers russes croyaient encore être sauvés par les Occidentaux, et le FMI lui-même n'a pris conscience de l'inéluctabilité de la crise que quelques jours avant son déclenchement. Ce double aveuglement, des responsables russes et des Occidentaux, explique la catastrophique gestion de la crise entre le 14 et le 17 août, qui devait aboutir à la dramatique décision d'ajouter le défaut de paiement à la dévaluation.

Pourtant, dès le 24 juin, l'auteur de ces lignes annonçait la dévaluation du rouble et qualifiait la gravité de la situation financière de maximale¹⁰. Bien avant cette date, on avait tenté de donner l'alerte¹¹. Mais il est vrai que, lorsqu'on a écrit un ouvrage intitulé *Le Chaos russe*¹², on ne passe pas pour un optimiste.

Ce livre fut qualifié de réquisitoire univoque, d'ouvrage de passion dont on stigmatise la verve de pamphlétaire de l'auteur¹³. Au-delà du règlement de comptes obscurcissant toute

8. J. SAPIR, « Il faut mettre le FMI hors jeu en Russie », *Le Monde*, 3 septembre 1998, p. 15.

9. C. BRACHET, « Le FMI persiste et signe », *Le Monde*, 16 septembre 1998, p. 16.

10. « Une situation financière gravissime », interview de J. SAPIR par D. VIGNERON, *La Tribune*, 24 juin 1998, p. 10.

11. Voir la conclusion du chapitre « Russie » in J.-P. PAGÉ (éd.), *Tableau de bord des Pays d'Europe centrale et orientale-1997*, CERI, Étude n° 33, p. 90.

12. J. SAPIR, *Le Chaos russe*, La Découverte, Paris, 1996.

13. F. BARRY, in *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 415, décembre 1996, p. 72-75.

lucidité, ces critiques témoignaient d'un état d'esprit plus général. Les mises en garde, les évaluations négatives de la transition, dont l'auteur n'eut certes pas le monopole¹⁴, ont été systématiquement sous-estimées du printemps 1996 à l'été 1997. Une raison a sans doute été la légère amélioration que l'économie russe a connue entre la fin de 1996 et juin 1997. Plus importantes et plus décisives furent les raisons idéologiques. Critiquer ce qui se faisait en Russie, c'était critiquer le libéralisme, lorgner vers l'étatisme le plus extrême. À coup sûr, on était traité de cryptocommuniste ou de « mangeur d'acier », pour reprendre l'expression utilisée par Khrouchtchev pour dénoncer en son temps le *lobby* de l'industrie lourde.

En réalité, deux interprétations de la crise russe s'opposent. Les partisans de la stratégie libérale considèrent que le pays était sur la voie du rétablissement économique quand il fut touché par les conséquences de la crise asiatique et la baisse du prix du pétrole. À cela on peut répondre deux choses. Tout d'abord, si la Russie était tellement dépendante pour ses équilibres tant externes qu'internes du prix des matières premières, c'est bien parce que la politique menée depuis 1993 a laminé l'industrie russe et en particulier le secteur des industries de transformation. Si tel n'avait pas été le cas, si l'économie russe avait été assise sur un marché intérieur solide, jamais le choc n'aurait été aussi important. Ensuite, si l'on regarde le cas de la Chine, pourtant plongée au cœur même de la tourmente asiatique, on constate qu'elle résiste, et ce en dépit de catastrophes naturelles (inondations à l'est, sécheresse à l'ouest) absolument dramatiques. Si la Chine résiste, c'est que sa monnaie n'est que partiellement convertible et qu'elle dispose d'un contrôle des changes efficace, d'ailleurs renforcé depuis l'aggravation de la crise financière. Ajoutons que, parmi les pays attaqués par la spéculation en 1997-1998, le Chili a mieux résisté que tous les autres. Il l'a dû à une réglementation bridant fortement les

14. Voir A. BERELOWITCH et M. WIEVIORKA, *Les Russes d'en bas. Enquête sur la Russie postcommuniste*, Le Seuil, Paris, 1996 ; on lira aussi avec profit B. SIVERMAN et M. YANOWITCH, *New Rich, New Poor, New Russia*, M. E. Sharpe, New York, 1997.

mouvements des capitaux à court terme. Or, qui a voulu imposer à la Russie une convertibilité immédiate du rouble et le démantèlement des contrôles de capitaux, sinon le FMI et, avant lui, Jeffrey Sachs et son équipe ? Autant alors parler de pompiers pyromanes.

Pour les analystes réalistes, la crise russe couvait en fait depuis un certain temps. La démonétarisation d'une large partie des échanges, la déconnexion entre une sphère financière devenue parfaitement spéculative et un secteur de la production en pleine dépression induisaient une fragilité systémique de cette économie. Si l'on y ajoute la collusion notoire entre un pouvoir sans légitimité et enfermé dans des pratiques minoritaires et les cercles bancaires, ainsi que la pratique de l'État de ne pas honorer ses paiements aux entreprises comme aux fonctionnaires, on voit que tous les éléments du chaos actuel étaient présents depuis au moins 1994. Ils n'attendaient qu'un choc pour se révéler. La politique dite de « rouble fort » menée depuis 1996 pour permettre l'ouverture du marché de la dette interne aux non-résidents a aggravé la fragilité financière de la Russie. Elle a privé le système bancaire de liquidités alors même que l'orage menaçait.

Comprendre pour agir

Le but de cet ouvrage est double. En resituant la crise du 17 août dans son contexte, il entend montrer comment la Russie a pu en arriver là. Dire que la crise était prévisible ne suffit pas. Il faut montrer pourquoi une telle prévision était possible et pourquoi elle ne pouvait pas être entendue dans le contexte de 1997 et du début de 1998. Il faut donc aussi établir les responsabilités dans cette catastrophe.

Lors du séminaire franco-russe sur les problèmes monétaires et financiers de la transition en Russie, séminaire de septembre 1998, un de nos collègues fit la remarque suivante : avant la crise, dit-il, nous avions deux types de crédits, les crédits à vue et les crédits à perte de vue. Depuis la crise, ajouta-t-il, il ne nous reste que deux types de comptes, les comptes en Suisse

et les comptes à régler. La plaisanterie est cruelle, mais malheureusement vraie : la population russe est en droit de demander des comptes à ceux qui l'ont si mal gouvernée, ainsi qu'à ceux qui les ont si mal conseillés. La crise actuelle n'atteint pas seulement Eltsine et son système (ou son antisystème) politique. Elle frappe de plein fouet les Occidentaux et leur image en Russie. Un bilan ici s'impose si l'on ne veut pas perdre tout crédit. Ajoutons que les populations occidentales sont aussi en droit de demander des comptes quant à la manière dont l'argent public a été dépensé dans une aide inefficace, voire ouvertement contre-productive. Elles ont le droit, et même le devoir moral, de demander pourquoi on a ainsi dénaturé l'image et les principes de la démocratie, au risque de voir le chaos engendrer les pires démons politiques et idéologiques.

Mais cet ouvrage a également un autre objectif. En s'interrogeant sur les failles et les incohérences des raisonnements dominants qui ont été déployés ces dernières années à propos de la Russie, il cherche à identifier la source des erreurs commises. Pour ne pas les reproduire tout d'abord. Car, qu'on le veuille ou non, il faudra continuer à aider la Russie. Ce pays est et reste crucial pour l'Europe. Parce qu'il en fait partie, politiquement, culturellement et économiquement. Si la Russie est peut-être secondaire pour les Américains, il ne peut en aller de même pour les Européens.

Aider la Russie ne pourra néanmoins se faire de la même manière ni par les mêmes canaux que précédemment. D'abord parce que l'aide ne fut pas efficace. C'est vrai de l'aide financière prodiguée par le FMI, et dont les derniers versements se sont volatilisés dans la tourmente spéculative du début du mois d'août. C'est vrai aussi de l'assistance technique, et en particulier du programme européen TACIS. Si l'idée était ici excellente, les règles imposées ont abouti à transformer ce mécanisme en une gigantesque pompe à finances au profit des cabinets de consultants. Les pays de la CEI sont loin de profiter de ce programme comme il le faudrait. On devra donc aider autrement. Si le principe de l'aide technique doit être maintenu, les procédures devront être fondamentalement révisées pour rester acceptables, tant par les bénéficiaires que par les contribuables

européens. Sur le fond, l'aide doit être en priorité concentrée sur des opérations structurelles, visant à la reconstruction de l'État russe, ainsi qu'au développement des infrastructures matérielles et humaines nécessaires à l'économie de marché.

Il y a cependant une autre raison pour devoir changer les formes de l'aide. On ne peut désormais faire abstraction de la perte de crédibilité du FMI, que ce soit en Russie ou sur les marchés financiers internationaux. On peut le regretter ou au contraire s'en réjouir, mais c'est un fait. Aujourd'hui, le FMI n'est ni légitime ni crédible aux yeux des responsables russes. Les gouvernements occidentaux devront assumer leurs responsabilités. Ce fut une erreur tragique que d'avoir confié le pilotage de l'aide au FMI qui n'avait ni les compétences techniques pour accompagner une transformation structurelle d'ampleur, ni l'autorité politique pour négocier. En ce sens, nombre d'erreurs que l'on attribue au FMI découlent en réalité de décisions du G7. Pour ne pas les répéter, il faut comprendre ce qu'il y a à faire, et pourquoi cela doit passer par un partenariat politique avec la Russie.

Tenter d'éclairer le changement de paradigme que l'on a indiqué, et ses implications dans les relations avec la Russie, constitue donc un second objectif de cet ouvrage. Les implications de la crise dépassent en effet le simple cadre du problème de la transition d'un ancien pays communiste vers l'économie de marché. Le krach russe éclaire les limites d'une compréhension, ou plus exactement d'une incompréhension, de l'économie et des relations entre économie et société qui a caractérisé le discours dominant jusqu'à présent.

Ce livre, qui s'inscrit dans la continuité des ouvrages antérieurs sur la transition en Russie, a donc aussi pour ambition de contribuer au débat naissant sur l'émergence de nouveaux paradigmes économiques et sociaux.